nifeste, à savoir que la décision que l'on a prise de laisser le parlement anglais libre de voter comme bon lui semblerait sur cette question n'est pas considérée au Canada comme étant de nature à racheter complètement la promesse que le gouvernement a faite par la bouche de lord Ernie au temps des hostilités. Si le Canada fait montre de fermeté dans ses revendications, le projet de résolution tendant à la levée de l'interdiction sera probablement adopté par les Communes et peut-être aussi par la Chambre des lords; mais lors même que cela serait, il faudrait encore déposer et faire adopter un projet de loi pour réaliser l'objet de la résolution; or, un tel projet de loi serait combattu avec acharnement.

L'honorable M. Larkin a déjà produit ici une impression favorable, et il semble que le bureau du haut commissaire soit en bonne voie de devenir le facteur positif de l'avancement des intérêts et des affaires du Canada.

Et bien, si l'honorable M. Larkin ne produit pas d'autre impression que celle-là, on fera bien de le rappeler dans le plus bref délai. A son titre de loyal citoyen de l'Ouest, le ministre de l'Agriculture a à cœur l'intérêt des provinces de là-bas, et si je lui signale cette affaire, c'est avec l'espoir qu'il ne la laissera pas passer inaperçue à la Chambre. Il y a là une attaque contre l'intégrité et la loyauté des provinces de l'Ouest, et les membres de ce côté-ci de la Chambre jugent très répréhensible le langage que je viens de rapporter.

L'hon. W. R. MOTHERWELL (ministre de l'Agriculture): A mon avis, l'entrefilet dont mon honorable ami (M. Lewis) a donné lecture ne prouve pas que M. Larkin ait tenu le langage qu'on lui attribue. J'étais au nombre de ceux avec qui le haut commissaire, M. Larkin, eut un dernier entretien avant de quitter le Canada, et cet entretien avait porté sur l'interdiction de notre bétail. Nous étions tous deux d'accord sur la nature des motifs à invoquer pour obtenir la levée de cette interdiction, et notre manière de voir était précisément celle de l'honorable député de Victoria (M. Tolmie), c'est-à-dire que nous devons assurément persister dans nos démarches, mais en ayant soin d'user de douceur plutôt que de violence. Ainsi qu'on l'a rappelé hier, on a déjà trop souvent montré les dents sans résultat appréciable. Ce n'est pas ainsi qu'il faut en user avec qui que ce soit, notamment envers le peuple anglais, surtout à cette heure où une campagne électorale s'annonce à l'horizon. Nous devons nous garder de susciter des embarras au gouvernement anglais en prenant apparemment parti dans une élection qui ne regarde que la population anglaise.

Mon dernier entretien avec l'honorable M. Larkin me donne la conviction qu'il n'a jamais fait au gouvernement les représentations

qu'on lui attribue. Cette conviction, je la garderai jusqu'à ce qu'on m'ait donné d'autres preuves du contraire. Je sais ce que pensait M. Larkin, j'ai moi-même une opinion bien arrêtée; et comme je n'ignore point comment le chef du Gouvernement (M. Mackenzie King) envisage la question, je suis fermement convaincu que M. Larkin n'a pas tenu le langage qu'on lui prête.

Comme nous avons, à la séance d'hier, examiné à fond la question de savoir s'il y a lieu de réclamer la levée d'une interdiction, c'est me mettre dans une situation assez embarrassante que de m'obliger aujourd'hui à répondre à une question nouvelle, bien qu'elle porte sur les produits d'animaux, tandis que celle d'hier avait trait au bétail. Il n'en est pas moins vrai que mon honorable ami de Laprairie-et-Napierville (M. Lanctôt) a abordé un sujet fort important. Il semble évident qu'il se voit maintenant obligé de payer \$53 ou \$54 le wagon d'engrais naturel qu'il pouvait autrefois se procurer aux environs de Montréal à raison de \$13 ou \$14 par chargement de wagon. Le moyen d'obvier à cet inconvénient est facile à concevoir: il n'y a qu'à offrir à peu près un dollar de plus que ne donnent les Américains; de cette façon, le produit en question restera aux environs de Montréal. On m'objectera sans doute que les cultivateurs ne sauraient payer un prix aussi élevé; mais comme le fait d'interdire l'exportation de certains produits, lors même qu'il s'agirait d'engrais naturels, mettrait le Gouvernement dans l'obligation de formuler une politique, je dois avouer que je ne suis pas en mesure de faire, au pied levé, une déclaration sur le sujet. Je puis cependant donner à mon honorable ami l'assurance que nous ferons tout ce qu'il est possible d'accomplir à cet égard.

Il serait peut-être possible d'obtenir une réduction des tarifs. Nos chemins de fer, je crois, font le transport des engrais chimiques et naturels à bon compte; on pourrait toujours s'adresser aux bureaux de Montréal pour faire résoudre la question signalée par l'honorable membre. En tout cas, le département étudiera l'affaire avant de recourir à une mesure extrême comme l'interdit. Après tout, l'interdit est une entrave au commerce libre, et nos amis d'en face seront les premiers sans doute à dire avec moi qu'il faut gêner le commerce le moins possible, même pour atteindre un but aussi louable que celui-là.

M. HOCKEN: L'honorable ministre voudrait-il communiquer par câble avec M. Lar-